



PRÉFÈTE DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction de la stratégie et des moyens

Service du développement territorial

Bureau de l'aménagement durable

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté Préfectoral n° 65-2017-09-05-012
portant mise en demeure
à l'encontre de la société
« MITJAVILA TPTS »**

Commune de PIERREFITTE-NESTALAS

**La Préfète des Hautes-Pyrénées,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface soumises à autorisation, au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 autorisant la société « MITJAVILA TPTS » à exploiter une unité d'extrusion de profilés aluminium et d'application de peinture et une unité de traitement de surface, sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS ;

Vu les demandes formulées dans le cadre de la visite d'insepection du 8 octobre 2012 reprises dans le rapport de visite du 14 janvier 2013 ;

Vu le rapport du 16 juin 2017 de l'Inspection des installations classées, Unité Inter-Départementale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, concernant la visite d'inspection réalisée le 15 décembre 2016 du site de la société « MITJAVILA TPTS », à PIERREFITTE-NESTALAS, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier recommandé en date du 26 juin 2017, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les réponses de l'exploitant des 3, 4 et 13 juillet 2017 à la transmission du rapport susvisé ;

Vu le rapport du 23 août 2017 de l'Inspection des installations classées sur les remarques du pétitionnaire ;

Considérant que l'Inspection des installations classées, lors de sa visite du 15 décembre 2016, a constaté que, consécutivement aux dégâts occasionnés par la crue de juin 2013, des modifications avaient été apportées aux installations autorisées par arrêté préfectoral du 25 mai 2004, sans que ces modifications aient été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation correspondants ;

... / ...

Considérant que lors de la visite du 15 décembre 2016, l'exploitant a indiqué avoir notamment remplacé l'alimentation électrique de l'étuve par une alimentation au gaz sans que cette information n'ait été portée à la connaissance du préfet, mais également sans que les risques engendrés par cette modification n'aient été identifiés, par une actualisation de l'étude de dangers ;

Considérant, en application de l'article 6.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 et compte tenu des modifications apportées aux installations que l'exploitant doit recenser sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;

Considérant que l'Inspection, lors de sa visite du 15 décembre 2016, a constaté qu'aucune justification technique ne permettait de reconsidérer la remarque formulée dans le rapport d'inspection du 14 janvier 2013 relative au désenfumage des zones à risques incendie tel que prescrit par l'article 6.7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 ;

Considérant que l'Inspection, lors de sa visite du 15 décembre 2016, a constaté qu'aucun système de désenfumage n'avait été installé et qu'aucun échéancier visant à la réalisation de ces travaux n'avait été transmis à l'Inspection ;

Considérant que lors de sa visite du 15 décembre 2016, l'Inspection a relevé la présence d'un stockage de cartons dans le bâtiment traitement de surface ;

Considérant qu'en application de l'article 3, alinéa II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface, le bâtiment abritant l'atelier de traitement de surface doit être équipé en partie haute de dispositifs de désenfumage et que ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation ;

Considérant que l'Inspection, lors de sa visite du 15 décembre 2016, a constaté qu'aucune justification technique ne permettait de reconsidérer la remarque formulée dans le rapport d'inspection du 14 janvier 2013 relative à la mise en conformité des cheminées avec les dispositions de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 ;

Considérant que l'Inspection, lors de sa visite du 15 décembre 2016, a constaté qu'aucune modification des caractéristiques dimensionnelles des cheminées n'avait été mise en œuvre dans le délai de 6 mois fixé par le rapport d'inspection du 14 janvier 2013 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : La société « *MITJAVILA TPTS* » est mise en demeure, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de PIERREFITTE-NESTALAS, de respecter les dispositions suivantes :

1/ En application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, l'exploitant transmet dans un délai de 6 mois, à Mme la Préfète des Hautes-Pyrénées, le porter à connaissance concernant l'ensemble des modifications apportées à l'établissement avec tous les éléments d'appréciation correspondants. Celui-ci comprend à minima :

- une description détaillée des diverses modifications apportées aux installations telles que figurant au dossier d'autorisation d'exploiter initial, tant d'un point de vue des caractéristiques techniques et dimensionnelles que sur leur mode d'exploitation. Une des modifications décrite dans le porter à connaissance portera notamment sur l'organisation du traitement de surface et l'aménagement de l'atelier correspondant avec l'explication du choix technique retenu en matière de détoxification des effluents. Sur ce point, la justification de leur adéquation et conformité avec l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sera démontrée ;

... / ...

- une mise à jour de la situation administrative de l'établissement vis-à-vis des évolutions apportées à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, dont notamment la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (création des rubriques n° 3000) et le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 créant les rubriques n° 4000 ;

- un rapport identifiant si les diverses modifications apportées aux installations sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

- une actualisation de l'étude de dangers. À ce titre, les résultats de la démarche à engager concernant l'identification des zones incendie devra y figurer de même que le recensement plus large de nouvelles zones à risques (ex : étuve au gaz – alimentation gaz). Les zones d'effets devront être identifiées et les modalités de leur prise en compte détaillées (équipements électriques, détection, asservissement, etc...).

2/ En application de l'article 3, alinéa II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, de l'article 6.7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004, l'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ainsi :

- il transmet à l'Inspection, sous 6 mois, le rapport correspondant assorti d'un échéancier de réalisation des aménagements nécessaires à la mise en conformité des installations au regard des risques identifiés, dont notamment des dispositifs de désenfumage du bâtiment abritant l'atelier de traitement de surface en application de l'article 6.7.3.3 ;

- les mises en conformité devront être réalisées dans un délai de 2 ans.

3/ En application de l'article 3.6 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 et sous un délai de 6 mois, l'exploitant met en conformité avec les hauteurs fixées les cheminées du four pyrolyse et des fours billettes.

ARTICLE 2 : Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

... / ...

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Pyrénées, Mme la Sous-Préfète d'ARGELES-GAZOST, M. le Maire de PIERREFITTE-NESTALAS, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Occitanie et les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et dont copie sera adressée, pour notification, à M. Raymond MITJAVILA, Président de la société « MITJAVILA TPTS », pour information à M. le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Tarbes et à M. le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le 5 SEP 2017.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Marc ZARROUATI